

ENTRETIEN DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING, AVEC MESSIEURS CHRISTIAN BERNADAC, ROLAND FAURE, JEAN-PIERRE JOULIN, EDOUARD SABLIER, MICHEL TATU, PALAIS DE L'ÉLYSÉE, LE 12 AVRIL 1977

CHRISTIAN BERNADAC.- BONSOIR. MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, VOUS AVEZ ACCEPTÉ DE RÉPONDRE AUX QUESTIONS QUE PEUVENT SE POSER LES FRANÇAIS SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE NOTRE PAYS. INTERVIENDRONT DANS CET ENTRETIEN : ROLAND FAURE DU JOURNAL L'AURORE, JEAN-PIERRE JOULIN D'EUROPE_1, EDOUARD SABLIER DE FRANCE-INTER, ET MICHEL TATU DU JOURNAL LE MONDE. LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE, QUE LE TINTAMARRE DES ÉLECTIONS MUNICIPALES AVAIT UN PEU REPOUSSEE AU SECOND PLAN, LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE, QUE LE VACARME DES AVIONS ROULANT, DES AVIONS TRANSALL ROULANT SUR LES PISTES DU KINSHASA ONT SOUDAINEMENT REPLACÉE À LA UNE DE L'ACTUALITÉ, ALORS NOUS NOUS SOMMES ÉVIDEMMENT CONCERTES ET SOMMES TOMBES D'ACCORD POUR, SI VOUS VOULEZ, COMMENCER PAR CETTE AFFAIRE DU ZAIRE ET, AU-DELA DU ZAIRE, DES PROBLÈMES DE L'AFRIQUE, DES CONFLITS, DES AFFRONTLEMENTS QUI S'Y POURSUIVENT OU QUI DEMARRENT. ENSUITE, SI VOUS VOULEZ BIEN, NOUS PARLERONS DES RAPPORTS EST - OUEST APRÈS LES INITIATIVES DU PRÉSIDENT CARTER ET, ENFIN, NOUS NOUS INTERESSERONS À L'EUROPE ET À TOUTES LES POLEMQUES, LES DIFFICULTÉS AUTOUR DE L'EUROPE, LES POLEMQUES QU'ELLES SUSCITE ET, SI NOUS AVONS LE TEMPS, CAR 45 MINUTES `DURÉE DE L'ÉMISSION` C'EST À LA FOIS LONG ET TRÈS COURT, NOUS PARLERONS PEUT-ÊTRE DU MOYEN-ORIENT, MAIS NOUS VERRONS AU-COURS DE L'ÉMISSION. ALORS, L'AFRIQUE DONC, ET À EDOUARD SABLIER LA PREMIÈRE QUESTION

EDOUARD SABLIER.- MA PREMIÈRE QUESTION, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, C'EST CELLE QUE SE POSENT CE SOIR TOUS LES FRANÇAIS & ELLE EST SIMPLE : POURQUOI ÊTRE INTERVENU PAR UN PONT AÉRIEN `AVIONS` AU ZAIRE ? LE PRÉSIDENT.- POURQUOI LA FRANCE EST-ELLE INTERVENUE AU ZAIRE ? ELLE EST INTERVENUE PARCE QU'ON LE LUI A DEMANDÉ. EN EFFET, LE ZAIRE, QUI EST UN GRAND ÉTAT AFRICAIN, AVEC LEQUEL NOUS AVONS DES LIENS DE COOPÉRATION, A VU SA SÉCURITÉ MENACÉE PAR DES ÉLÉMENTS VENUS DE L'EXTÉRIEUR, ET LE ZAIRE A FAIT APPEL À LA SOLIDARITÉ AFRICAINE. IL S'EST ADRESSÉ À L'ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE `OUA` ET A DEMANDÉ AUX ÉTATS AFRICAINS DE LUI TÉMOIGNER LEUR SOLIDARITÉ. UN CERTAIN NOMBRE D'ÉTATS AFRICAINS ONT RÉPONDU POSITIVEMENT ET, NOTAMMENT LE MAROC. LE MAROC A PROPOSÉ AU ZAIRE DE FAIRE PARVENIR AU ZAIRE UN CERTAIN NOMBRE D'ÉLÉMENTS MILITAIRES. LE ZAIRE ET LE MAROC NE DISPOSaient PAS DES MOYENS DE TRANSPORTS RAPIDES SUFFISANTS POUR RÉALISER CETTE OPÉRATION ET ILS SE SONT DONC ADRESSÉS CONJOINTEMENT À LA FRANCE. C'EST ALORS QUE NOUS AVONS PRIS LA DÉCISION, NON PAS IMPROVISÉE COMME ON L'A ÉCRIT, MAIS SOIGNEUSEMENT RÉFLÉCHIE, ET DÉCIDÉ DE RÉPONDRE FAVORABLEMENT À CETTE DEMANDE. L'ACTION DE LA FRANCE CONSISTE DONC, EN RÉPONSE À UNE DEMANDE AFRICAINE, À ASSURER

LE TRANSPORT D'UN CERTAIN NOMBRE D'ELEMENTS MILITAIRES A-PARTIR DU MAROC, EN DIRECTION DU ZAIRE. J'INDIQUE TOUT DE SUITE QUE LE TRANSPORT EFFECTUE PAR LES AVIONS FRANCAIS PORTE EXCLUSIVEMENT SUR DU MATERIEL. CE N'EST DONC PAS UNE OPERATION DE GUERRE, CE N'EST PAS UNE OPERATION DE COMBAT. IL N'Y A PAS DE FRANCAIS QUI SONT OU SERAIENT ENGAGES AU ZAIRE. C'EST UNE OPERATION D'ASSISTANCE, DE COOPERATION POUR UN TRANSPORT ENTRE LE MAROC ET LE ZAIRE. Õ
` POLITIQUE ETRANGERE ` AIDE AU ZAIRE ` REPOSE ` MAIS ALORS, VOUS ME DIREZ : NOUS AVONS REPONDU A CETTE AIDE, POURQUOI ? EN LE FAISANT, NOUS AVONS VOULU DONNER DEUX SIGNAUX : UN SIGNAL DE SECURITE, ET UN SIGNAL DE SOLIDARITE. D'ABORD, UN SIGNAL DE SECURITE. JE NE VEUX PAS QUE LES ETATS AFRICAINS, AMIS DE LA FRANCE, LORSQU'ILS SONT A L'INTERIEUR DE LEURS DROITS ET QUE LEUR SECURITE EST MENACEE, SE SENTENT ABANDONNES. IL NE SERONT PAS ABANDONNES. QUANT AU SIGNAL DE SOLIDARITE, C'EST LE FAIT DE MONTRER LA SOLIDARITE ETROITE QUI EXISTE ENTRE L'EUROPE ET L'AFRIQUE. L'EUROPE NE PEUT PAS SE DESINTERESSER DE CE QUI SE PRODUIT SUR LE CONTINENT AFRICAIN £ CE SERAIT, DE SA PART, LA PLUS COUPABLE DES INSOUCIANCES. NOUS AVONS VOULU, A CETTE OCCASION, DONNER LE SIGNAL DE LA SOLIDARITE ENTRE L'EUROPE ET L'AFRIQUE. Õ

` POLITIQUE ETRANGERE ` ROLAND FAURE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, NOUS SOMMES ASSEZ MAL INFORMES DE CE QUI SE PASSE SUR_PLACE. POUVEZ-VOUS, A LA LUMIERE DE VOS INFORMATIONS DECRIRE UN PEU LA SITUATION SUR LE TERRAIN ? S'AGIT-IL D'UNE INVASION AVEC DES AFFRONTLEMENTS SANGLANANTS, OU AU CONTRAIRE D'UNE GUERRILLA ? COMMENT CELA SE PASSE-T-IL SUR_PLACE ? S'AGIT-IL D'UNE ATTAQUE VENUE DE L'EXTERIEUR, PAR SUBVERSION EXTERIEURE, OU AU CONTRAIRE D'UNE REACTION INTERIEURE CONTRE LE REGIME DU PRESIDENT MOBUTU ? LE PRESIDENT.- D'ABORD, UN PREMIER POINT TRES IMPORTANT : CE N'EST PAS UNE INSURRECTION. NOUS CONNAISSONS LE ZAIRE, JE CONNAIS LE ZAIRE. LES GRANDES VILLES DU ZAIRE, C'EST-A-DIRE KINSHASA, LUBUMBASHI, NE SE SONT PAS SOULEVEES. IL N'Y A PAS EU DE DESORDRES AU ZAIRE. CE SONT DES ELEMENTS VENUS DE L'EXTERIEUR QUI ONT PENETRE SUR LE TERRITOIRE ZAISOIS. Õ

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPOSE ` SI VOUS VOULEZ, JE VAIS VOUS MONTRER OU SE DEROULENT CES EVENEMENTS SUR CETTE CARTE. VOILA DONC LE ZAIRE, AU CENTRE DE L'AFRIQUE... QUELQUES INDICATIONS. C'EST, APRES LA FRANCE, LE PAYS FRANCOPHONE LE PLUS PEUPLE DU MONDE, 25 MILLIONS D'HABITANTS, ET C'EST, AVANT LA FRANCE, LE PAYS FRANCOPHONE LE PLUS ETENDU DU MONDE. C'EST UN PAYS QUI A DES RESSOURCES CONSIDERABLES. LE FLEUVE CONGO, QUE VOICI, EST UN FLEUVE DONT L'EQUIPEMENT, SI ON LE REALISAIT AU POINT_DE_VUE DE L'ENERGIE ELECTRIQUE, REPRESENTERAIT L'EQUIVALENT DE 40 CENTRALES NUCLEAIRES... CECI POUR VOUS SITUER L'IMPORTANCE D'UN TEL PAYS. L'INVASION, L'INFILTRATION S'EST PRODUITE DANS LE SUD DU PAYS, DANS LA REGION QUE JE VOUS INDIQUE, ET A-PARTIR DU TERRITOIRE VOISIN. ON A DIT : CE SONT DES GENDARMES KATANGAIS QUI RENTRENT CHEZ EUX. JE VOUS RAPPELLE QUE CES GENDARMES KATANGAIS SONT PARTIS DU ZAIRE IL Y A MAINTENANT DOUZE ANS. ILS ONT DONC VIEILLI, ET JE NE PENSE PAS QU'ILS RENTRENT DANS CE PAYS AVEC LES ARMES QU'ILS AURAIENT EMPORTEES IL Y A DOUZE ANS ! CE SONT DONC DES HOMMES ARMES, EQUIPES, QUI ONT PENETRE AU ZAIRE. ILS ONT AVANCE EN DIRECTION D'UNE VILLE IMPORTANTE, LA VILLE DE KOLWESI, QUI EST UNE VILLE DE 150.000 HABITANTS, ET DONT LA CHUTE ETAIT PREVUE, VOUS VOUS SOUVENEZ, IL Y A ENVIRON UNE DIZAINE DE JOURS. CE SONT DES OPERATIONS QUI SE DEROULENT SUR UN TERRAIN QUI EST UNE SORTE DE SAVANE, TRES FERMEE, QUI SE DEROULENT PRINCIPALEMENT LA NUIT £ CE N'EST PAS EXACTEMENT UNE GUERRE, AVEC DE GRANDES UNITES MILITAIRES QUI SE COMBATTENT, C'EST PLUTOT UNE INFILTRATION. MAIS C'EST TOUT DE MEME UNE INFILTRATION D'UNE GRANDE

IMPORTANCE PUISQU'ELLE MENACAIT LA SECURITE D'UNE VILLE DE 150.000 HABITANTS. A L'HEURE ACTUELLE, DEPUIS LES DECISIONS QUI ONT ETE PRISES, LA SITUATION PARAIT STABILISEE SUR LE TERRAIN ET, DU POINT_DE_VUE DE LA SITUATION POLITIQUE, JE VOUS RAPPELLE QU'IL N'Y A PAS DE TROUBLES, QU'IL N'Y A PAS D'INSURRECTION AU ZAIRE, QUE CE SONT DES ELEMENTS VENUS DE L'EXTERIEUR QUI ONT POSE CE PROBLEME DE SECURITE

̀ POLITIQUE ETRANGERE ̀ MONSIEUR LE PRESIDENT, IL Y A QUAND MEME DES INFORMATIONS QUI DISENT QUE, D'UNE_PART, CES ELEMENTS ONT ETE PLUTOT BIEN ACCUEILLIS PAR LA POPULATION, D'AUTRE_PART, L'ARMEE ZAIROISE S'EST TRES MAL DEFENDUE, MEME JUSQU'A MAINTENANT. IL Y A AUSSI, A PROPOS DE CE QUE VOUS AVEZ DIT, DES TEMOIGNAGES DE JOURNALISTES AYANT INTERROGE DES FRANCAIS A KOLWESI, SELON LESQUELS CES MILITAIRES FRANCAIS QUI SE TROUVENT LA ONT AFFIRME QU'ILS AVAIENT LA CHARGE DE DEFENDRE LA VILLE, DE PARTICIPER A LA DEFENSE DE LA VILLE, OU DE FAIRE DES PLANS DE DEFENSE DE LA VILLE. ALORS, JE VOUDRAIS VOUS POSER UNE QUESTION SUR CE POINT-LA, MAIS AUSSI, PLUS GENERALEMENT, VOUS DEMANDER POURQUOI LE ZAIRE N'A-T-IL PAS PU RESISTER TOUT SEUL ? IL A UNE ARMEE IMPORTANTE. ET EST-CE QUE LE REGIME DU PRESIDENT MOBUTU VOUS PARAIT SUFFISAMMENT SOLIDE POUR RESISTER A CETTE SUBVERSION ? LE PRESIDENT.- D'ABORD, UN POINT IMPORTANT : NOUS N'AVONS PAS A PORTER DE JUGEMENT SUR LES REGIMES DES ETATS AFRICAINS. CE N'EST PAS NOTRE AFFAIRE. NOUS SOMMES SORTIS DE LA PERIODE COLONIALE. CE N'EST PAS NOUS QUI GOUVERNONS L'AFRIQUE. NOUS TRAITONS AVEC LES GOUVERNEMENTS. CES GOUVERNEMENTS SONT REPRESENTATIFS DES PAYS, ILS ONT LES CARACTERISTIQUES PARTICULIERES DE CES DIFFERENTS PAYS. DEUXIEMEMENT, L'ACCUEIL DE LA POPULATION, NOUS N'EN SAVONS RIEN. LES TEMOIGNAGES QUE VOUS INDIQUEZ SONT DES TEMOIGNAGES QUI VIENNENT DE CEUX QUI, PRECISEMENT, PROCEDENT A CES INFILTRATIONS. NATURELLEMENT, QUAND ON ENTRE DANS UN PAYS, ON DIT TOUJOURS QUE LA POPULATION VOUS Y ACCUEILLE FAVORABLEMENT ! POUR PEU QU'ON Y ENTRE ARME, C'EST D'AILLEURS, EN-GENERAL, L'IMPRESSION QU'ELLE VOUS DONNE ! IL EST DIFFICILE - EN TOUT CAS, JE N'AI PAS MOI MEME D'ELEMENTS D'APPRECIATION - DE RECOUPER CES INFORMATIONS

̀ POLITIQUE ETRANGERE ̀ REPONSE ̀ LE DERNIER POINT : LE ROLE DES FRANCAIS. IL N'Y A PAS DE FRANCAIS QUI COMBATTE AU ZAIRE ET IL N'Y AURA PAS DE FRANCAIS QUI COMBATTE AU ZAIRE. ON A CITE, DANS LA PRESSE, LE CAS D'UN OFFICIER FRANCAIS QUI SE TROUVAIT AU ZAIRE, EFFECTIVEMENT D'AILLEURS, MAIS JE PEUX VOUS INDIQUER QU'IL EST RENTRE A PARIS CET APRES-MIDI. NOUS AVONS DEPUIS MAINTENANT TROIS ANS - L'ACCORD A ETE SIGNE AVANT MA PRISE DE FONCTION COMME PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - UN ACCORD DE COOPERATION MILITAIRE AVEC LE ZAIRE, COMME NOUS AVONS DES ACCORDS AVEC DE NOMBREUX ETATS AFRICAINS. IL Y A DONC, EN-GENERAL, AU ZAIRE, QUELQUES DIZAINES DE MILITAIRES FRANCAIS - JE DIS BIEN QUELQUES DIZAINES, NOUS N'AVONS JAMAIS ATTEINT LA CENTAINE - QUI SONT DES OFFICIERS ET DES SOUS-OFFICIERS QUI ONT DES FONCTIONS PRECISES D'ENSEIGNEMENT OU D'ASSISTANCE TECHNIQUE, NOTAMMENT POUR LE MATERIEL AERIEU QUE NOUS AVONS FOURNI A CET ETAT

̀ POLITIQUE ETRANGERE ̀ JEAN-PIERRE JOULIN.- MONSIEUR LE PRESIDENT, L'INTERVENTION FRANCO - MAROCAINE NE VA-T-ELLE PAS JUSTIFIER D'AUTRES INTERVENTIONS EXTERIEURES, MAIS CETTE FOIS AU COTE DES REBELLES DU ZAIRE ? ET PLUTOT QUE D'ETEINDRE UN INCENDIE, N'ALLONS-NOUS PAS EMBRASER TOUTE UNE REGION, BIEN AU-DELA DE LA REGION QUE VOUS VENEZ DE MONTRER SUR LA CARTE ? LE PRESIDENT.- IL N'Y A PAS D'ACTION FRANCO - MAROCAINE, IL Y A UNE ACTION DU MAROC ET DU ZAIRE A LAQUELLE LA FRANCE A APPORTE LE _CONCOURS DE MOYENS DE TRANSPORT POUR UNE DUREE DETERMINEE. VOUS NE M'AVEZ PAS POSE LA QUESTION MAIS JE VOUS INDIQUE QUE NOS TRANSPORTS SE TERMINEONT A LA FIN

QUESTION, MAIS JE VOUS INDIQUE QUE NOS TRANSPORTS SE TERMINERONT A LA FIN DE LA PRESENTE SEMAINE, ET ENSUITE NOS APPAREILS `AVIONS` REGAGNERONT LA FRANCE, LEUR BASE D'ORLEANS. VOUS ME DITES : EST-CE QUE CELA PEUT DECLENCHER D'AUTRES ACTIONS ? IL S'AGIT LA D'UNE ACTION DEFENSIVE, A L'INTERIEUR DES FRONTIERES D'UN ETAT. LA SITUATION SERAIT TOUT A FAIT DIFFERENTE SI LA FRANCE, OU D'AILLEURS TOUT AUTRE PAYS, APPORTAIT SON _CONCOURS A CETTE ACTION OFFENSIVE DE FRANCHISSEMENT DES FRONTIERES D'UN AUTRE ETAT. MAIS VOILA UN ETAT QUI EST CHEZ LUI, A L'INTERIEUR DE SES FRONTIERES, ET DONT LE GOUVERNEMENT LEGITIME, RECONNU PAR LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE QUI SIEGE A L'ONU, QUI SIEGE A L'OUA, ET QUI DEMANDE A SES PARTENAIRES AFRICAINS UNE ASSISTANCE. CELA NE PEUT PAS ETRE LA JUSTIFICATION POUR QUE SE DECLENCHE, DE L'EXTERIEUR, UNE INVASION EN DIRECTION DE CE PAYS

Õ
`POLITIQUE ETRANGERE` ROLAND FAURE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, JE PENSE QU'ON EN EST VENU AU-POINT OU IL FAUT VOIR D'UN PEU PLUS HAUT, SI VOUS PERMETTEZ, NOTAMMENT LE ROLE DE L'UNION SOVIETIQUE `URSS` EN AFRIQUE. N'ETES-VOUS PAS FRAPPE PAR LA SIMULTANEITE DE L'ECHEC ET DU RETRAIT DES RUSSES DU PROCHE-ORIENT ET DE LEUR IMPLANTATION EN AFRIQUE, D'ABORD EN ANGOLA ET MAINTENANT EN ARMANT JUSTEMENT CES COHORTES DE KATANGAIS QUI VIENNENT ATTAQUER LE ZAIRE ? EST-CE QU'IL S'AGIT POUR L'UNION SOVIETIQUE, A VOTRE AVIS, DE PRENDRE PIED SUR CE CONTINENT POUR DES RAISONS STRATEGIQUES ET POUR DES RAISONS ECONOMIQUES, OU BIEN LES RUSSES PREPARENT-ILS, A-PARTIR DU ZAIRE, UNE REIMPLANTATION AU PROCHE-ORIENT, A TRAVERS, PAR EXEMPLE, LE SOUDAN, C'EST-A-DIRE VERS L'EGYPTE ? LE PRESIDENT.- NON, JE NE CROIS PAS QU'IL Y AIT UNE CORRELATION ENTRE LA POLITIQUE AFRICAINE DE L'UNION SOVIETIQUE ET LES EVENEMENTS DU PROCHE-ORIENT. JE CROIS QUE LA POLITIQUE AFRICAINE DE L'UNION SOVIETIQUE EXISTE DEPUIS LONGTEMPS, QU'ELLE S'ETAIT MANIFESTEE D'AILLEURS, DANS LE PASSE, DANS D'AUTRES REGIONS DE L'AFRIQUE. ON S'EN SOUVIENT CERTAINEMENT & VOUS POURRIEZ CITER DE MEMOIRE UN CERTAIN NOMBRE D'ETATS OU CETTE PRESENCE S'ETAIT MANIFESTEE. SI, A L'HEURE ACTUELLE, ELLE SE MANIFESTE, C'EST EN-RAISON DE LA SITUATION TRES TROUBLEE DU CONTINENT AFRICAIN, ET DE L'ATTITUDE SOVIETIQUE QUI CONSISTE TOUJOURS A MANIFESTER SA PRESENCE LA OU IL Y A UNE INCERTITUDE OU UNE SITUATION TROUBLEE. JE NE PENSE PAS QUE CE SOIT LE MOYEN-ORIENT QUI SOIT A L'ORIGINE DE CETTE ACTION SOVIETIQUE

Õ
`POLITIQUE ETRANGERE` MAIS, A CET EGARD, JE VOUDRAIS VOUS DIRE CE QUE JE PENSE, MOI DU SENTIMENT PROFOND DE L'AFRIQUE. L'AFRIQUE EST UN CONTINENT QUE JE CONNAIS BIEN. C'EST UN CONTINENT QUE L'EUROPE DOIT CONSIDERER COMME UN CONTINENT FRERE. LES AFRICAINS, A L'HEURE ACTUELLE, NE SOUHAITENT PAS DU TOUT ETRE SOUMIS PAR LES IDEOLOGIES CONQUERANTES. CE N'EST PAS LE VOEU DE L'AFRIQUE. L'AFRIQUE ASPIRE A SON DEVELOPPEMENT, ELLE ASPIRE A UNE SITUATION PACIFIQUE, ET SA PLUS GRANDE AMBITION SERAIT QUE L'AFRIQUE SOIT LAISSEE AUX AFRICAINS. D'AILLEURS, CHAQUE FOIS QU'ELLE LE POURRA, PAR SES PROCEDES A ELLE, ELLE FERA RECULER LES INTERVENTIONS OU LES INFLUENCES POLITIQUES EXTERIEURES. ELLE L'A DEJA FAIT A PLUSIEURS REPRISES, ELLE LE FERA ENCORE. SI BIEN QUE L'ATTITUDE DE LA FRANCE DANS LE CAS DU ZAIRE, OU DANS LE CAS DE LA POLITIQUE AFRICAINE NE SERA PAS DU TOUT UNE ATTITUDE DE TYPE NEO-COLONIALISTE, OU TENDANT A DICTER JE NE SAIS QUELLE POLITIQUE A L'AFRIQUE. C'EST UNE POLITIQUE D'ASSISTANCE A L'AFRIQUE POUR REGLER SES VRAIS PROBLEMES, C'EST-A-DIRE POUR ETRE MAITRESSE, ENFIN, DE SES PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT ET DE SECURITE

Õ
`POLITIQUE ETRANGERE` MICHEL TATU.- MONSIEUR LE PRESIDENT, EST-CE QU'ON PEUT VOUS DEMANDER QUAND MEME DE PRECISER ?... VOUS AVEZ DIT QUE C'ETAIT DES ELEMENTS VENUS DE L'EXTERIEUR, DES TERRITOIRES VOISINS & IL S'AGIT DONC DE

L'ANGOLA, SI JE COMPRENDS BIEN. EST-CE QUE VOUS ESTIMEZ QU'IL Y A UN ROLE EGALEMENT DE CUBA DANS CETTE AFFAIRE ET DONC, A UN DEUXIEME DEGRE, DE L'UNION SOVIETIQUE `URSS` ? LE PRESIDENT.- D'ABORD, C'EST DIFFERENT, CUBA ET L'UNION SOVIETIQUE £ CE NE SERAIT PAS LA MEME RESPONSABILITE. CE QUI EST CERTAIN, D'APRES LES OBSERVATEURS SUR LE TERRAIN, C'EST QUE LES ELEMENTS QUI SE SONT INFILTRES AU ZAIRE ETAIENT DES ELEMENTS RECEMMENT ENTRAINES £ AUTREMENT DIT, CE NE SONT PAS DES GENDARMES KATANGAIS REVENANT APRES DOUZE ANS DANS LEUR PAYS, ET AVEC LEURS VIEILLES ARMES, CE SONT DES ELEMENTS QUI ONT SUBI UN ENTRAINEMENT, QUI NOTAMMENT ONT SUBI UN ENTRAINEMENT DE GUERRE REVOLUTIONNAIRE £ C'EST POURQUOI ILS FONT DES OPERATIONS LA NUIT, PAR PETITS GROUPES DE 10 OU 20, AVEC UNE TECHNIQUE EPROUVEE. CE SONT DONC DES ELEMENTS QUI ONT ETE FORMES PAR D'AUTRES, CECI EST TOUT A FAIT CLAIR. ALORS, QUELS SONT LES AUTRES QUI LES ONT FORMES ? JE N'AI PAS D'INFORMATION A CET EGARD\

`POLITIQUE ETRANGERE` QUESTION.- UNE AUTRE QUESTION SUR LA REACTION DES ETATS-UNIS : IL Y A EU UNE REACTION DE M. JOHNS QUI A DIT QU'ON SURESTIMAIT LE DANGER SOVIETIQUE ET QUI A DIT QU'IL N'ETAIT PAS TELLEMENT INQUIET DE VOIR L'INTEGRITE DU TERRITOIRE DU ZAIRE MENACEE. ALORS, PLUS GENERALEMENT, LA REACTION DES ETATS-UNIS A ETE TRES RESERVEE, ON A LE SENTIMENT QU'AU FOND LA FRANCE FAIT UN PETIT PEU CE QUE LES AMERICAINS AVAIENT L'HABITUDE DE FAIRE JUSQU'A PRESENT, UNE POLITIQUE PLUS ACTIVE, PLUS ENGAGEE DONT LES AMERICAINS EUX-MEMES SE SONT LASSES. ALORS, JE VOUDRAIS SAVOIR SI L'IMPRESSION EST BONNE ET SI ON NE PEUT PAS REDOUTER CERTAINES CONSEQUENCES QU'ONT CONNUES LES AMERICAINS D'UN EXCES D'ENGAGEMENT A L'EXTERIEUR ? LE PRESIDENT.- NON, D'ABORD, JE VOUS DIRAI QUE LA FRANCE AGIT POUR SON _COMPTE ET PAS POUR LE _COMPTE D'AUTRUI. TRES SOUVENT, DANS NOS DEBATS POLITIQUES NATIONAUX, ON SOUHAITE QUE LA FRANCE AIT UNE POLITIQUE INDEPENDANTE £ EN VOILA UNE. NOUS N'AVONS DEMANDE A CET EGARD L'AUTORISATION OU L'APPROBATION DE PERSONNE. JE VEUX DIRE QUE LE SECRETAIRE_D_ETAT DES ETATS-UNIS `CYRUS VANCE` EST PASSE A PARIS SAMEDI DERNIER, QUE NOUS AVONS PARLE EN TERMES GENERAUX DE LA SITUATION EN AFRIQUE, MAIS QUE JE NE LUI AI PAS FAIT PART DE NOTRE INTENTION DE REPENDRE EVENTUELLEMENT A DES DEMANDES QUI NOUS SERAIENT ADRESSEES. DONC, C'EST UNE POLITIQUE INDEPENDANTE DE LA FRANCE. JE N'AI PAS BESOIN DE VOUS DIRE NON PLUS QUE JE NE SUIS PAS D'ACCORD AVEC LES DECLARATIONS TELLES QU'ELLES ONT ETE RAPPORTEES, DU REPRESENTANT DES ETATS-UNIS DE L'ONU\

`POLITIQUE ETRANGERE` `AIDE AU ZAIRE` `REPOSE` ALORS, IL NE FAUT PAS ETABLIR ENTRE CETTE SITUATION ET D'AUTRES SITUATIONS UN PARALLELE QUI SERAIT TOUT A FAIT ABSURDE, JE VEUX DIRE UN PARALLELE AVEC LE VIETNAM. LA FRANCE N'A AUCUNE INTENTION D'ENVOYER SES COMBATTANTS EN AFRIQUE POUR UNE GUERRE DE TYPE VIETNAMIEN. IL N'EN EST PAS QUESTION. ET D'AILLEURS DE TOUTE FACON, LES AFRICAINS NE LE LUI DEMANDAIENT PAS. DANS CETTE AFFAIRE, JE L'AI DIT AU DEBUT, NOUS AGISSONS A LA DEMANDE DES AFRICAINS EUX-MEMES, ET DANS LA LIMITE DES DEMANDES AFRICAINES. ALORS, NATURELLEMENT, IL Y A DES GENS QUI VOUDRAIENT TOUJOURS QUE LA FRANCE SOIT CONDAMNEE A L'IMPUISSANCE ET TANTOT DISENT : LES AMERICAINS N'AGISSENT PAS, POURQUOI AGIR A LEUR PLACE ? ET D'AUTRES DISENT : VOUS AGISSEZ A LEUR DEMANDE. EH BIEN, NON LA FRANCE AGIT POUR SON _COMPTE DANS L'EXERCICE DE SES RESPONSABILITES ET DANS LA PREOCCUPATION DE SA PROPRE CONSCIENCE NATIONALE\

`POLITIQUE ETRANGERE` `AIDE AU ZAIRE` `REPOSE` JE VOUDRAIS DIRE AUX FRANCAIS QUE L'AFRIQUE C'EST TOUT PRES. L'AFRIQUE, C'EST UN CONTINENT D'OU VIENNENT TRADITIONNELLEMENT UN CERTAIN NOMBRE DE NOS RESSOURCES ET DE

NOS MATIERES PREMIERES, AVEC LEQUEL NOUS AVONS DES LIENS TRES ETROITS. L'AFRIQUE, MEME SI C'EST LOINTAIN POUR BEAUCOUP DE FRANCAIS, C'EST LE CONTINENT VOISIN DU NOTRE. UN CHANGEMENT DE LA SITUATION POLITIQUE DE L'AFRIQUE, UNE SITUATION GENERALE D'INSECURITE OU DE SUBVERSION EN AFRIQUE AURAIT DES CONSEQUENCES POUR LA FRANCE ET L'EUROPE. C'EST POURQUOI LA FRANCE A VOULU, JE L'AI DIT TOUT A L'HEURE, DONNER UN SIGNAL ET POUR MA PART, MONSIEUR TATU, JE PREFERE QU'ELLE AIT DONNE CE SIGNAL SANS L'ACCORD DES ETATS-UNIS. C'EST L'OCCASION DE MONTRER POUR UNE FOIS QU'IL EXISTE DES PROBLEMES, QU'IL EXISTE DES SITUATIONS DES LESQUELLES L'EUROPE DEVRAIT SE MANIFESTER ELLE-MEME, ET L'EUROPE S'EST MANIFESTEE PAR L'INTERMEDIAIRE DE LA FRANCE. NOUS AVONS NATURELLEMENT PREVENU NOS PARTENAIRES EUROPEENS, NOUS AURONS L'OCCASION D'ETUDIER AVEC EUX LA SITUATION, MAIS JE CONSIDERE QUE LE FAIT QUE LE PROBLEME AFRICAIN AIT ETE SOULIGNE DANS SON IMPORTANCE PAR LA FRANCE AU NOM DE L'EUROPE, ET NON PAS PAR LA FRANCE AU NOM D'UNE SUPER-PUISSANCE EXTERIEURE A L'EUROPE, EST EN SOI LE SIGNE D'UNE POLITIQUE INDEPENDANTE ET RESPONSABLE

M. CHRISTIAN BERNADAC.- MONSIEUR LE PRESIDENT, JUSTE UNE DERNIERE QUESTION, NOUS ARRIVONS A UNE VINGTAINNE DE MINUTES, UNE DERNIERE QUESTION SUR LE ZAIRE ET L'AFRIQUE, NOUS PASSERONS ENSUITE AU DEUXIEME CHAPITRE. M. JEAN-PIERRE JOULIN.- VOUS AVEZ SOUHAITE, MONSIEUR LE PRESIDENT, DES CONCERTATIONS AVEC LES CHEFS DES GRANDES PUISSANCES SUR LA POLITIQUE ETRANGERE, ALORS COMME AUX ETATS-UNIS ET EN GRANDE-BRETAGNE, POURQUOI N'AVOIR RENCONTRE QUE LES CHEFS DES GROUPES PARLEMENTAIRES DE LA MAJORITE ? LE PRESIDENT.- JE SOUHAITERAIS QUE CES CIRCONSTANCES SOIENT POSSIBLES ET JE VOUS DIRAI QUE, DE MON COTE, JE SERAI TOUT PRET A Y PARTICIPER. POURQUOI NE L'AI-JE PAS FAIT ? PARCE QU'ILS ONT PRIS L'INITIATIVE INVERSE. J'AI RECU, AVANT MEME D'AVOIR EXPLIQUE LE POINT_DE_VUE DU GOUVERNEMENT FRANCAIS, UNE LETTRE DU PRESIDENT DU GROUPE COMMUNISTE `PC`, LETTRE DANS LAQUELLE IL CRITIQUE L'ACTION DE LA FRANCE. ALORS, JE DIRAI D'ABORD, CONNAISSANT BIEN M. BALLANGER, QUE JE M'ETONNE QU'IL CRITIQUE L'ACTION DE LA FRANCE AVANT MEME DE S'ETRE RENSEIGNE AUPRES DES RESPONSABLES DE LA POLITIQUE FRANCAISE. IL POURRAIT VOIR LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES `LOUIS DE GUIRINGAUD`, LE MINISTRE DE LA DEFENSE `YVON BOURGES`, ET MEME S'IL LE SOUHAITAIT, LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE QUI LUI AURAIT EXPLIQUE, COMME AUX PRESIDENTS DES GROUPES DE LA MAJORITE, LES MOTIFS DE NOTRE ACTION

`REPONSE` NOUS AURONS D'AUTRES SUJETS DE POLITIQUE ETRANGERE IMPORTANTS AU-COURS DU PRINTEMPS ET JE SOUHAITERAIS QUE NOUS PUISSIONS AVANCER VERS UNE SITUATION OU CES PROBLEMES PUISSENT ETRE DEBATTUS AVEC LA MAJORITE MAIS AUSSI AVEC L'OPPOSITION. M. BERNADAC.- C'EST UNE INVITATION, MONSIEUR LE PRESIDENT ? LE PRESIDENT.- UNE INVITATION ET UNE REFLEXION. JE VOUDRAIS TERMINER PAR DEUX REMARQUES, PARCE QU'ON VA DIRE BEAUCOUP DE CHOSES SUR CETTE AFFAIRE DU ZAIRE : RAPPELER QUE C'EST CETTE ANNEE QUE LA FRANCE VA TERMINER LA DECOLONISATION, POUR SA PART, DE L'AFRIQUE. J'AI PRIS MOI-MEME LA DECISION, AVEC LE GOUVERNEMENT BIEN ENTENDU, DE CONDUIRE A L'INDEPENDANCE LE DERNIER TERRITOIRE QUE NOUS POSSEDIONS EN AFRIQUE, L'ETAT DES AFARS ET DES ISSAS `TFAI` ET AVANT LA FIN DE CE SEMESTRE LA FRANCE AURA TERMINE LA DECOLONISATION DE L'AFRIQUE. CECI POUR REPONDRE AUX ACCUSATIONS MALVEILLANTES D'UNE POLITIQUE NEO-COLONIALISTE DE LA FRANCE. ET PUIS, UNE AUTRE REMARQUE POUR REMERCIER LES EQUIPAGES DE NOS AVIONS, ET DIRE CECI : NOUS AVONS PRIS LA DECISION CONCRETE DE REPONDRE A LA DEMANDE DU MAROC ET DU ZAIRE MERCREDI EN FIN DE MATINEE. NOS PREMIERS AVIONS ONT COMMENCE A ETRE EN MOUVEMENT JEUDI, ILS ONT ETE SUR_PLACE VENDREDI MATIN ET ILS ONT COMMENCE A ARRIVER A DESTINATION A PARTIR DE SAMEDI. LE COMMUNIQUE DE

COMMENCE A ARRIVER A DESTINATION A PARTIR DE SAMEDI. LE COMMUNIQUE DE L'ELYSEE A ETE PUBLIE DIMANCHE A 16 HEURES. IL N'Y A EU AUCUNE FUITE ET AUCUNE INDISCRETION, BIEN QUE CETTE OPERATION AIT COMPORTE LA MISE EN_OEUVRE DE PLUSIEURS CENTAINES DE PERSONNES. EH BIEN, JE VOUDRAIS FELICITER CES HOMMES POUR LA CAPACITE DONT ILS ONT FAIT PREUVE, ET POUR LEUR SENS DE L'INTERET NATIONAL

POLITIQUE ETRANGERE CHRISTIAN BERNADAC.- DEUXIEME CHAPITRE, MESSIEURS, APRES LES INITIATIVES DU PRESIDENT CARTER, LES RAPPORTS EST - OUEST. ROLAND FAURE ? ROLAND FAURE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, L'OPINION FRANCAISE N'A PAS COMPRIS POURQUOI, DANS LE MEME TEMPS OU LE PRESIDENT CARTER ACCORDAIT SON SOUTIEN A UN CONTESTATAIRE SOVIETIQUE, PUISQU'IL RECEVAIT BOUKOWSKY A LA MAISON BLANCHE ET QU'IL ECRIVAIT A SAKHAROV, POURQUOI DANS LE MEME TEMPS LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE REFUSAIT DE RECEVOIR AMALRIK ? ETAIT-CE POUR NE PAS COMPROMETTRE VOTRE PROCHAIN ENTRETEN AVEC M. BREJNEV A PARIS ? LE PRESIDENT.- NON, CE N'ETAIT PAS POUR CE MOTIF, C'ETAIT EN-RAISON D'UNE CONCEPTION QUE NOUS AVONS DE LA POLITIQUE DE LA DETENTE. MALHEUREUSEMENT, MON EXPLICATION SERA NECESSAIREMENT UN PEU DETAILLEE. D'ABORD, SUR CETTE POLITIQUE DE LA DETENTE, DONT ON PARLE, QUELLE EST NOTRE CONCEPTION ? POUR MOI, LA POLITIQUE DE LA DETENTE, C'EST UN EFFORT POUR AMELIORER LES RELATIONS ENTRE LES PAYS DE L'EST ET LES PAYS DE L'OUEST, EN ACCEPTANT LEUR EXISTENCE RECIPROQUE ET SUR UNE BASE D'EGALITE. DONC, LA POLITIQUE DE LA DETENTE FONDAMENTALEMENT EST UNE TENTATIVE D'AMELIORATION ENTRE LES PAYS DE L'EST ET LES PAYS DE L'OUEST. CE N'EST PAS UNE POLITIQUE DE CONQUETE IDEOLOGIQUE DE L'OUEST PAR L'EST OU DE L'EST PAR L'OUEST

POLITIQUE ETRANGERE RELATIONS EST - OUEST REponse A CETTE POLITIQUE DE DETENTE, QUI EST NECESSAIREMENT PATIENTE, PUISQU'ELLE VISE A AMELIORER LES RELATIONS, S'AJOUTENT CERTAINES PREOCCUPATIONS FONDAMENTALES QUI SONT POUR NOUS CELLES DES DROITS DE L'HOMME ET QUI SONT CELLES DE L'APPLICATION DE L'ACCORD D'HELSINKI. D'ABORD, SUR LES DROITS DE L'HOMME, JE VOUS RAPPELLE QUE LA FRANCE, DANS TOUS SES TEXTES FONDAMENTAUX, DANS SA CONSTITUTION, INSISTE SUR LA RECONNAISSANCE DES DROITS DE L'HOMME, DE LA LIBERTE SOUS TOUTES SES FORMES ET LE PLEIN EXERCICE DE CELLE-CI ET, LORSQUE LE PRESIDENT CARTER VEUT INTRODUIRE DANS LA POLITIQUE MONDIALE UNE AFFIRMATION PLUS CLAIRE, PLUS FORTE, DES DROITS DE L'HOMME, IL TROUVERA UNE PARTICIPATION ACTIVE DE LA FRANCE. IL Y A ENSUITE LES ACCORDS D'HELSINKI ET DANS LES ACCORDS D'HELSINKI UN CERTAIN NOMBRE DE PRINCIPES SONT POSES. ILS ONT ETE POSES PAR TOUS LES PAYS QUI ONT SIGNE CES ACCORDS, ET NOTAMMENT PAR L'UNION SOVIETIQUE URSS. J'AI APPORTE L'ACCORD D'HELSINKI, PENSANT QUE CETTE QUESTION SERAIT SOULEVEE. JE VOUS LIS CECI. DANS LES ACCORDS IL EST PRECISE £ "LES ETATS PARTICIPANTS - ET DONC L'UNION SOVIETIQUE - FAVORISENT ET ENCOURAGENT L'EXERCICE EFFECTIF DES LIBERTES ET DROITS CIVILS, POLITIQUES, ECONOMIQUES, SOCIAUX, CULTURELS ET AUTRES, QUI DECOULENT TOUS DE LA DIGNITE INHERENTE A LA PERSONNE HUMAINE ET QUI SONT ESSENTIELS A SON EPANOUISSEMENT LIBRE ET INTEGRAL". ET, UN PEU PLUS LOIN, ON DIT DANS CE MEME ACCORD : "LES PAYS PARTICIPANTS CONFIRMENT LE DROIT DE L'INDIVIDU DE CONNAITRE SES DROITS ET DEVOIRS DANS CE DOMAINE ET D'AGIR EN CONSEQUENCE". DONC LA FRANCE ESTIME QUE L'APPLICATION DES ACCORDS D'HELSINKI COMPORTE EFFECTIVEMENT L'EXERCICE DES LIBERTES ET DES DROITS CIVIQUES, ET LA FRANCE L'EXPRIMERA OU LE RAPPELLERA CHAQUE FOIS QU'IL SERA QUESTION DE L'APPLICATION DES ACCORDS D'HELSINKI. A CET EGARD, LA FRANCE MANIFESTE SA REPROBATION POUR LES ACTIONS QUI VISENT A MALTRAITER OU A PERSECUTER DES INDIVIDUS OU DES GROUPES D'INDIVIDUS, PARCE QUE CEUX-CI RECLAMENT DANS LEUR PAYS L'APPLICATION DES ACCORDS D'HELSINKI

` POLITIQUE ETRANGERE ` APPLICATION DES ACCORDS D'HELSINKI ` REPONSE ` VOUS POSIEZ LA QUESTION DE SAVOIR SI, COMPTE_TENU DE CETTE ATTITUDE, LA FRANCE, ET MOI-MEME, DOIT RECEVOIR TEL OU TEL PARTICULIER, PERSONNAGE DE L'UNION SOVIETIQUE ` URSS ` OU D'UN AUTRE PAYS, QUI SE JUGE PERSECUTE. IL Y A LES RELATIONS ENTRE LES ETATS, ET IL Y A LES ATTITUDES PERSONNELLES. EN CE QUI CONCERNE LES RELATIONS ENTRE LES ETATS, LA FRANCE CONTINUERA D'AFFIRMER LA NECESSITE DE RECONNAITRE L'EXERCICE EFFECTIF DES LIBERTES. SI CES LIBERTES NE SONT PAS EXERCEES ELLE PRONONCERA A CET EGARD LES JUGEMENTS QUI S'IMPOSENT. PAR CONTRE, ELLE N'INTERVIENDRA PAS DANS LES SITUATIONS PARTICULIERES A L'INTERIEUR DES AUTRES ETATS. ELLE NE LE FERA PAS, POURQUOI ? ELLE NE LE FERA PAS, D'ABORD PARCE QUE NOUS N'ADMETTRIONS PAS QU'ON LE FASSE CHEZ NOUS. ET JE VOUS DEMANDE CE QUE SERAIT LA REACTION DE LA POPULATION FRANCAISE SI LES DIRIGEANTS D'UN AUTRE ETAT, A PROPOS D'UN PROCES OU A PROPOS D'UNE CONTESTATION, PORTAIENT DES JUGEMENTS PARTICULIERS SUR LA SITUATION DE TEL OU TEL CITOYEN FRANCAIS ? NOUS NE L'ACCEPTERIONS PAS. ENSUITE, NOUS NE LE FERONS PAS, PARCE QUE JE NE SUIS PAS SUR QUE CE SOIT LA MANIERE LA PLUS EFFICACE DE FAIRE PROGRESSER EFFECTIVEMENT LE RESPECT DES DROITS ET DE LA LIBERTE DES PERSONNES. JE PEUX VOUS DIRE QUE CHAQUE FOIS QUE NOUS EN AVONS L'OCCASION, AVEC LES GRANDS DIRIGEANTS DES PAYS DE L'EST, NOUS POSONS ET NOUS RESOLVONS DES PROBLEMES DE PERSONNE, C'EST-A-DIRE SOIT DES PERSONNES QUI DESIRENT QUITTER LEUR PAYS, SOIT DES FAMILLES QUI DESIRENT SE REUNIR, SOIT DES SITUATIONS SUR LESQUELLES ON A ATTIRE NOTRE ATTENTION EN-RAISON DE LEUR CARACTERE PENIBLE, ET NOUS RESOLVONS UN GRAND NOMBRE DE PROBLEMES. PAR CONTRE, VOULOIR INTERVENIR PUBLIQUEMENT DANS DES CAS PARTICULIERS, C'EST IMAGINER QU'EN LE FAISANT ON FERA RECULER UN PAYS COMME L'UNION SOVIETIQUE SUR L'APPLICATION DE SES PROPRES DECISIONS. CEUX QUI CONNAISSENT L'UNION SOVIETIQUE SAVENT QUE CE N'EST PAS PAR DE TELS PROCEDES, QUI REPRESENTERAIENT POUR CE PAYS UN REcul OU UNE HUMILIATION, QUE L'ON RESOUDRA LES PROBLEMES QUI SE POSENT

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPONSE ` ENFIN, LA DERNIERE CHOSE QUE JE VOUDRAIS VOUS DIRE, C'EST QUE LA FRANCE EST UNE TERRE D'ASILE, UNE TERRE D'ASILE POLITIQUE ET QU'A CET EGARD ELLE N'A DE LECONS A RECEVOIR DE PERSONNE. JE VOUS CITERAI DEUX CHIFFRES. CONCERNANT LE CHILI, A LA SUITE DE LA CHUTE DU REGIME DU PRESIDENT ALLENDE, UN CERTAIN NOMBRE DE CHILIENS SE SONT REFUGIES A L'EXTERIEUR. LA FRANCE A RECU AU-TITRE DU DROIT D'ASILE 5.000 CHILIENS QUI SONT ACTUELLEMENT SUR NOTRE SOL. NOUS SOMMES LE PAYS DU MONDE, AVEC LA SUEDE, QUI EN A RECU LE PLUS, ET NOUS EN AVONS RECU LE PLUS A NOUS SEULS QUE TOUS LES PAYS DE L'EST REUNIS. DEUXIEME EXEMPLE, LE CAS DE L'ANCIENNE INDOCHINE. NOUS AVONS ACCUEILLI, VOUS LE SAVEZ, 25.000 REFUGIES EN PROVENANCE DE L'ANCIENNE INDOCHINE ET NOUS CONTINUERONS A RECEVOIR AU RYTHME DE 1.000 PAR MOIS. C'EST ACTUELLEMENT LE RYTHME MAXIMUM QUE NOUS PUISSIONS ACCUEILLIR EN FRANCE COMPTE_TENU DES PROBLEMES D'HEBERGEMENT ET D'EMPLOI. IL Y A A L'HEURE ACTUELLE 140.000 REFUGIES POLITIQUES QUI VIVENT EN FRANCE, CE QUI FAIT QUE LA FRANCE EST UNE TERRE D'ASILE. JE PUIS VOUS DIRE QUE DEPUIS QUE JE SUIS PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE AUCUN REFUGIE POLITIQUE N'A ETE EXPULSE DE FRANCE EN-RAISON DE SON STATUT DE REFUGIE POLITIQUE. SI BIEN QUE, SI NOUS N'INTERVENONS PAS DANS DES SITUATIONS PARTICULIERES PARCE QUE CECI EST DE LA COMPETENCE DES ETATS, LA FRANCE SE SOUCIE AUTANT QUE QUICONQUE, OU PLUS QUE QUICONQUE, DU MALHEUR DES REFUGIES POLITIQUES. EDOUARD SABLIER.- MONSIEUR LE PRESIDENT, DES DISSIDENTS FRANCAIS, PARCE QU'IL Y EN A, SONT COURAMMENT RECUS PAR DES HAUTS DIRIGEANTS DE L'UNION SOVIETIQUE, PARFOIS MEME DECORES. EST-CE QU'ON PEUT CONSIDERER CELA COMME

UNE INGERENCE DANS LES AFFAIRES INTERNES DE LA FRANCE. LE PRESIDENT.- NON, JE N'APPROUVE PAS NECESSAIREMENT LEUR ATTITUDE, MAIS CE N'EST PAS UNE INGERENCE

POLITIQUE ETRANGERE` J.P. JOULIN.- A PROPOS D'INGERENCE, MONSIEUR LE PRESIDENT, DES DIPLOMATES AMERICAINS RENCONTRENT A PARIS UN REPRESENTANT DU PARTI COMMUNISTE FRANCAIS, EN L'OCCURENCE M. JEAN KANAPA ET JE CROIS QUE VOUS VOUS EN ETES PLAINT OFFICIELLEMENT. ON PARLE D'UNE VISITE DANS LES PROCHAINS MOIS, DE M. FRANCOIS MITTERRAND A LA MAISON BLANCHE OU IL RENCONTRERAIT LE PRESIDENT CARTER. L'ATTITUDE DES ETATS-UNIS N'EST-ELLE PAS EN-TRAIN DE CHANGER VIS-A-VIS DE L'UNION DE LA GAUCHE, EN FRANCE ? ON A L'IMPRESSION QUE LES DIRIGEANTS AMERICAINS NE VOUS DONNENT PLUS L'EXCLUSIVITE DE LEURS DIALOGUES AVEC EUX. LE PRESIDENT.- JE N'AI JAMAIS PROTESTE CONTRE LE FAIT QUE M. KANAPA AIT RENCONTRE DES DIPLOMATES AMERICAINS. C'EST UNE AFFABULATION. M. KANAPA A LA CHANCE D'ETRE LE CITOYEN D'UN PAYS LIBRE, D'UN PAYS DE LIBERTE QUI EST LA FRANCE. IL RENCONTRE QUI IL VEUT. IL A MEME LA CHANCE D'ETRE LE CITOYEN D'UN PAYS DANS LEQUEL IL N'Y A PAS DE SURVEILLANCE POLICIERE, PUISQUE NOUS N'AVONS PAS ETE INFORMES DU FAIT QU'IL AIT RENCONTRE DES DIPLOMATES AMERICAINS, SI CE N'EST ENSUITE, PAR DES INDISCRETIONS DE PRESSE

POLITIQUE ETRANGERE` REPONSE` QUAND J'AI RECU M. VANCE, JE NE LUI AI PAS PARLE DU CAS DE M. KANAPA, ET JE NE LUI AI PAS PARLE DES CONTACTS ENTRE LES DIRIGEANTS COMMUNISTES OU SOCIALISTES ET LA DIPLOMATIE AMERICAINE, CAR LA FRANCE EST UN PAYS DE LIBERTE. J'AI, PAR CONTRE INDIQUE A M. VANCE QUE J'ESTIMAI QU'IL NE CONVENAIT PAS QUE LES AUTORITES AMERICAINES PORTENT DES JUGEMENTS SUR LES AFFAIRES POLITIQUES INTERIEURES DE LA FRANCE, DANS QUELQUE SENS QUE CE SOIT. J'AI REPRIS UNE ATTITUDE QUI AVAIT ETE LA MIENNE, L'ANNEE DERNIERE QUAND ON AVAIT CHERCHE A MULTIPLIER LES DECLARATIONS - VOUS VOUS EN SOUVENEZ - SUR LA POLITIQUE INTERIEURE DE L'ITALIE. J'AI DONC INDIQUE A M. VANCE, A LA SUITE DE DECLARATIONS QUI AVAIENT PARU DANS LA PRESSE AMERICAINE, QUE NOUS N'APPRECIERIONS PAS, QUE JE N'APPRECIERAI PAS QUE LES DIRIGEANTS AMERICAINS PORTENT DES JUGEMENTS SUR LES AFFAIRES DE LA POLITIQUE INTERIEURE DE LA FRANCE, DANS QUELQUE SENS QUE CE SOIT. PAR CONTRE, LES VISITES, DANS UN PAYS DE LIBERTE, SONT LIBRES

POLITIQUE ETRANGERE` M. TATU.- QUE PENSEZ-VOUS, MONSIEUR LE PRESIDENT, DE CETTE PETITE DECLARATION FAITE PAR LE DEPARTEMENT D'ETAT, PEU DE TEMPS APRES LA VISITE DE M. VANCE A PARIS, SELON LAQUELLE LA VENUE AU POUVOIR, LA DOMINATION DU GOUVERNEMENT PAR DES PARTIS QUI NE SONT PAS ATTACHES A LA LIBERTE CREERAIENT DES PROBLEMES DANS LES RELATIONS ? LE PRESIDENT.- JE CONSIDERE QUE CETTE DECLARATION AURAIT ETE BIEN MEILLEURE SI ELLE S'ETAIT LIMITEE A SON PREMIER PARAGRAPHE, DANS LEQUEL IL ETAIT INDIQUE QU'IL APPARTENAIT AU PEUPLE FRANCAIS DE CHOISIR LUI-MEME SES DIRIGEANTS ET SON DESTIN. M. TATU.- REVENONS A LA DETENTE, AUX RELATIONS EST - OUEST. ESTIMEZ-VOUS QUE CES RELATIONS SONT MALADES, SONT MAUVAISES MAINTENANT APRES L'ECHEC, JUSTEMENT, DE M. VANCE A MOSCOU, QUI A RECU UN REFUS DES SOVIETIQUES SUR LES ARMEMENTS STRATEGIQUES D'UNE PART, ET QUI A RECU UNE ALGARADE EGALEMENT DE M. BREJNEV, A PROPOS DES DROITS DE L'HOMME ? PENSEZ-VOUS QU'ON EST ENTRE DANS UNE NOUVELLE PHASE QUI PORTE AU PESSIMISME ?

POLITIQUE ETRANGERE` DETENTE EST - OUEST` REPONSE` LE PRESIDENT.- NON, JE PENSE QUE CES RELATIONS SONT DEVENUES PLUS DIFFICILES, PARCE QUE LA DETENTE, SI VOUS VOULEZ, SUPPOSE UN CODE DE PART ET D'AUTRE. VOUS CONNAISSEZ BIEN L'UNION SOVIETIQUE` URSS` ET LA POLITIQUE DE LA DETENTE SUPPOSE UN CERTAIN TYPE DE COMPORTEMENT DE PART ET D'AUTRE. LES SOVIETIQUES ONT EU LE SENTIMENT QUE LA NOUVELLE ADMINISTRATION AMERICAINE` ETATS UNIS` ADOPTAIT

SENTIMENT QUE LA NOUVELLE ADMINISTRATION AMERICAINE ETATS-UNIS ADOPTAIT UN NOUVEAU TYPE DE COMPORTEMENT. ILS ONT DONC FAIT UN PAS EN ARRIERE DE FACON A TESTER L'ATTITUDE AMERICAINE. CE PAS EN ARRIERE, C'EST L'ACCUEIL, EN EFFET RESERVE ET FROID, QUI A ETE FAIT AUX PROPOSITIONS DE M. VANCE CONCERNANT LA LIMITATION DES ARMEMENTS STRATEGIQUES MAIS JE NE CROIS PAS QU'IL FAILLE EN TIRER LA CONCLUSION QUE C'EST UN CHANGEMENT DE DIRECTION DEFINITIF. JE CROIS QUE C'ETAIT, DE LA PART DE L'UNION SOVIETIQUE, UNE MISE EN DEMEURE CONCERNANT LA DEFINITION, PRECISEMENT, DU CODE DE LA DETENTE, POUR SAVOIR SI LA NOUVELLE ADMINISTRATION AMERICAINE ACCEPTERAIT D'APPLIQUER CE CODE DE LA DETENTE. JE REVIENS A CE QUE JE DISAIS TOUT A L'HEURE : LA DETENTE, CE N'EST PAS UN MOYEN DE SE CONQUERIR LES UNS LES AUTRES, C'EST UN MOYEN D'AMELIORER LES RELATIONS EN RECONNAISSANT, DANS LES CIRCONSTANCES ACTUELLES, NOTRE EXISTENCE RECIPROQUE. BIEN ENTENDU, NOUS MAINTENONS NOTRE IDEOLOGIE, NOTRE ATTACHEMENT A NOTRE SYSTEME POLITIQUE ET A NOTRE SYSTEME ECONOMIQUE. NOUS SAVONS QUE LES SOVIETIQUES MAINTIENNENT LE LEUR. NOUS NE CHERCHONS PAS, A CETTE OCCASION, NI A SUBSTITUER LE NOTRE AU LEUR, NI L'INVERSE, MAIS CELA VEUT DIRE QUE NOUS CHERCHONS, DANS LE MONDE ACTUEL, A AMELIORER NOS RELATIONS. JE CROIS QUE, COMPTE_TENU DES MENACES CONSIDERABLES QUI PESENT SUR L'HUMANITE DU FAIT DES MOYENS NUCLEAIRES - NOUS N'AURONS PAS LE TEMPS D'EN PARLER - DU FAIT DE L'IMPORTANCE DES ARMEMENTS, LA VIE DE LA DETENTE DOIT CONTINUER A ETRE CELLE DE NOS EFFORTS

POLITIQUE ETRANGERE` M. ROLAND FAURE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, N'ETES VOUS PAS INQUIET, COMME LA PLUPART DES GRANDS EXPERTS MILITAIRES OCCIDENTAUX, DU FORMIDABLE EFFORT D'ARMEMENT DE L'UNION SOVIETIQUE `URSS`, ARMEMENT CLASSIQUE, ARMEMENT NUCLEAIRE EGALEMENT, EFFORT EN CE QUI CONCERNE LA DEFENSE CIVILE ET EFFORT QUI TEND A PLACER L'UNION SOVIETIQUE EN TETE DES PUISSANCES MILITAIRES DU MONDE ? C. BERNADAC.- MONSIEUR LE PRESIDENT, CE SERA NOTRE DERNIERE QUESTION SUR CE CHAPITRE. LE PRESIDENT.- IL Y A UN EFFORT CONSIDERABLE D'ARMEMENT DE L'UNION SOVIETIQUE, IL FAUT VOIR QUE L'ORIGINE DE CET EFFORT REMONTE MAINTENANT A UNE DOUZAINNE D'ANNEES, C'EST A LA SUITE DE LA CRISE DE CUBA QUE L'UNION SOVIETIQUE A DECIDE UN NOUVEAU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE SES ARMEMENTS ET C'EST A L'HEURE ACTUELLE QUE NOUS VOYONS ABOUTIR CET EFFORT, EN EFFET CONSIDERABLE, DE L'UNION SOVIETIQUE. LES ETUDES OBJECTIVES QUE L'ON PEUT FAIRE A L'HEURE ACTUELLE SONT TRES DELICATES ET NE CONDUISENT PAS A PENSER QU'IL Y AIT, A L'HEURE ACTUELLE, UN DESEQUILIBRE SENSIBLE DES GRANDS MOYENS D'ARMEMENT ENTRE L'UNION SOVIETIQUE ET LES ETATS-UNIS. LES ETATS-UNIS, A L'HEURE ACTUELLE, DEVELOPPENT AU CONTRAIRE, VOUS LE SAVEZ, UN CERTAIN NOMBRE D'ARMEMENTS DE TYPE NOUVEAU QUI, D'AILLEURS POSENT UN PROBLEME DANS-LE-CADRE DE LA LIMITATION DES ARMEMENTS STRATEGIQUES. DONC, IL N'EST PAS DOUTEUX QU'IL Y A EU UN GRAND EFFORT D'ARMEMENT DE L'UNION SOVIETIQUE AU-COURS DES QUINZE DERNIERES ANNEES. IL N'EST PAS DEMONTRE QU'IL Y AIT A L'HEURE ACTUELLE UN DESEQUILIBRE SUR-LE-PLAN DES GRANDS MOYENS MILITAIRES ET, NOTAMMENT, NUCLEAIRES

POLITIQUE ETRANGERE` J.P. JOULIN.- JE VOUDRAIS REVENIR, MONSIEUR LE PRESIDENT, SUR LES RELATIONS FRANCO - AMERICAINES. DEPUIS L'INSTALLATION DE M. JIMMY CARTER A LA MAISON BLANCHE, DES DIFFICULTES SE PROFILENT A L'HORIZON A PROPOS DU CONCORDE `AVION`, A PROPOS DES VENTES D'ARMES A_L_ETRANGER, A PROPOS DE LA PROLIFERATION NUCLEAIRE. EST-CE QUE C'EST EXACT ? LE PRESIDENT.- IL Y A, IL Y AURA CERTAINEMENT, DES PROBLEMES, PUISQUE LE NOUVEAU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS A PRIS DES ATTITUDES NOUVELLES SUR UN CERTAIN NOMBRE DE SUJETS ET QUE, NATURELLEMENT, CES ATTITUDES DEVRONT ETRE

DISCUTEES. PUISQUE LA POLITIQUE FRANCAISE EST UNE POLITIQUE INDEPENDANTE ET QU'ELLE EST OUVERTE, IL FAUDRA DISCUTER DES SOLUTIONS POSSIBLES. JUSQU'A PRESENT ELLES NE L'ONT PAS ETE. C'EST AINSI QUE CERTAINES INITIATIVES ONT ETE PRISES SUR-LE-PLAN DE LA PROLIFERATION NUCLEAIRE. NOUS N'AURONS PAS LE TEMPS D'EN PARLER CE SOIR. C'EST UN SUJET TRES IMPORTANT, JE DIRAI VITAL, ET JE PARTAGE, EN CE QUI ME CONCERNE, LA PREOCCUPATION DU PRESIDENT CARTER CONCERNANT LE DANGER DE PROLIFERATION. JE CROIS QUE C'EST UN TRES GRAND DANGER DU MONDE ACTUEL. PAR CONTRE, A L'OCCASION DE LA RECHERCHE DES SOLUTIONS, IL VA DE SOI QUE LA FRANCE ENTEND MAINTENIR SA LIBERTE D'APPRECIATION ET SA LIBERTE DE DECISION. C'EST DONC UN SUJET DE DISCUSSION. POUR CE QUI EST DU PROBLEME DES VENTES D'ARMEMENTS, C'EST UN PROBLEME QU'ON NE PEUT PAS TRAITER UNIQUEMENT AVEC LES ETATS-UNIS. IL FAUT LE TRAITER AVEC L'UNION SOVIETIQUE `URSS`, CAR A L'HEURE ACTUELLE, QUI VEND DES ARMES DANS LE MONDE ? 45 % DES ARMES VENDUES DANS LE MONDE LE SONT PAR LES ETATS-UNIS, 30 % DES ARMES VENDUES SONT VENDUES PAR L'UNION SOVIETIQUE, ET ENVIRON 8 % DES ARMES VENDUES SONT VENDUES PAR LA FRANCE, ET ENSUITE PAR DE PLUS PETITS FOURNISSEURS. DONC UNE DISCUSSION QUI IGNORERAIT LA PARTICIPATION SOVIETIQUE SERAIT, A MON AVIS, SANS EFFICACITE PRATIQUE. SUR TOUS CES SUJETS, IL Y A MATIERE A DISCUSSION, ET NOUS DISCUTERONS D'UNE FACON OUVERTE, MAIS NATURELLEMENT EN TENANT COMPTE DE NOS PROPRES ORIENTATIONS ET DE NOS PROPRES INTERETS

` POLITIQUE ETRANGERE ` QUESTION.- ET CONCORDE ` AVION ` MONSIEUR LE PRESIDENT ? LE PRESIDENT.- CE PROBLEME N'EST PAS UN PROBLEME QUI S'EST POSE DU FAIT DE L'ADMINISTRATION CARTER : IL ETAIT DEJA POSE. NOUS CONTINUONS A SUIVRE AVEC GRANDE ATTENTION CE PROBLEME. C'EST UN PROBLEME ECONOMIQUE, MAIS EGALEMENT POLITIQUE, AU SENS ELEVE DU TERME, CAR LES ARGUMENTS QUI SONT INVOQUES POUR EMPECHER L'ATTERRISSAGE DE CONCORDE SONT DES ARGUMENTS QU'ON NE PEUT PAS RETENIR PAR-RAPPORT A UNE TECHNOLOGIE NOUVELLE, QUE LE MONDE A ACCEPTEE DANS D'AUTRES DOMAINES, NOTAMMENT DANS LE DOMAINE DE L'AVIATION MILITAIRE. IL Y A ACTUELLEMENT BEAUCOUP D'AVIONS SUPERSONIQUES QUI CIRCULENT DANS LE MONDE ET LE FAIT DE REFUSER A CES TECHNOLOGIES DE "POINTE" L'ACCES NORMAL A L'ECONOMIE AMERICAINE REPRESENTE, OU REPRESENTERAIT, UNE ATTITUDE QUI, DE LA PART DES ETATS-UNIS, AURAIT A MES YEUX UNE SIGNIFICATION ET DONC DES CONSEQUENCES POLITIQUES

` POLITIQUE ETRANGERE ` E. SABLIER.- MONSIEUR LE PRESIDENT, POUR PROLONGER CETTE QUESTION, LE JAPON A 90 % DE LA CONSTRUCTION NAVALE DANS LE MONDE, ET L'EUROPE, S'ESTIMANT LESEE, LUI DEMANDE DE RAMENER CE POURCENTAGE A 50 %. OR, JE CROIS QUE LES ETATS-UNIS ONT 90 % DE L'AERONAUTIQUE MONDIALE. EST-CE QU'ON VA POSER LE PROBLEME DANS LES MEMES TERMES ? LE PRESIDENT.- ON NE LE POSE PAS DANS LES MEMES TERMES, CAR LA SITUATION TECHNIQUE N'EST PAS COMPARABLE, MAIS IL EST CERTAIN QU'ON NE PEUT PAS LAISSER S'ETABLIR UNE SITUATION DE MONOPOLE DE LA PRODUCTION DE TRANSPORT AERIEN DANS UN SEUL PAYS DU MONDE, QUELLE QUE SOIT SA CAPACITE TECHNOLOGIQUE. JE DIRAI QU'IL Y A, ENTRE LES ETATS, A L'HEURE ACTUELLE, A MON AVIS, LE MEME PROBLEME QU'IL Y AVAIT, AUTREFOIS, ENTRE LES GRANDES ENTREPRISES. ON A FAIT DES LOIS ANTI-TRUST, A L'ECHELON NATIONAL, POUR QUE LA PRODUCTION NE SOIT PAS DOMINEE PAR UNE SEULE ENTREPRISE OU UN SEUL GRAND GROUPE. LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE DOIT EGALEMENT EVITER QU'UNE PRODUCTION ESSENTIELLE SOIT MONOPOLISEE PAR UN SEUL ETAT OU UN GROUPE D'ETATS. DONC, LE PROBLEME DE L'AVIATION EUROPEENNE EST, EN EFFET, UN PROBLEME QUI COMPORTE LA DIMENSION QUE VOUS DITES, C'EST-A-DIRE LE REFUS D'UN MONOPOLE

` POLITIQUE ETRANGERE ` C. BERNADAC.- TROISIEME CHAPITRE : L'EUROPE, ROLAND

FAURE ? R. FAURE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, L'EUROPE, CETTE GRANDE ESPERANCE DE NOTRE GENERATION, SUSCITE MAINTENANT BEAUCOUP DE DESENCHANTEMENT. ON A L'IMPRESSION QU'ON NE PROGRESSE PAS, ON A L'IMPRESSION, AU CONTRAIRE, QUE L'ON REGRESSE DANS LA MESURE OU LE PROBLEME MONETAIRE, LE PROBLEME DE L'EMPLOI, LE PROBLEME DE L'INFLATION, TOUS CES PROBLEMES N'ARRIVENT PAS A TROUVER DE SOLUTION. MAIS IL Y A PIRE. IL Y A UNE INITIATIVE QUE VOUS AVEZ PRISE ET QUI VA MEUBLER D'AILLEURS LA SESSION PARLEMENTAIRE £ C'EST UN RISQUE DE CRISE A L'INTERIEUR DE LA MAJORITE, C'EST UN RISQUE DE CRISE POLITIQUE EN FRANCE A LA SUITE DU PROJET D'ELECTION AU SUFFRAGE UNIVERSEL DE L'ASSEMBLEE EUROPEENNE. AU-SEIN DE VOTRE MAJORITE, ON A ENTENDU LA SEMAINE DERNIERE M. CHIRAC PARLER DE LA "REFORMETTE" QUI NE POURRA MASQUER L'INCAPACITE DES NEUF `CEE ` COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE ` A PROGRESSER SUR LE CHEMIN DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE, ET M. CHIRAC A EGALEMENT PARLE DES "BAVARDS IRRESPONSABLES" QUI MEUBLERAIENT CETTE ASSEMBLEE ! ALORS, JE VOUS DEMANDE : EST-CE QUE VOUS NE REDOUEZ PAS QUE L'EUROPE PROVOQUE UNE CRISE ? LE PRESIDENT.- IL FAUT REMETTRE CETTE INITIATIVE DANS SA PERSPECTIVE. IL Y A UNE ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE EUROPEENNE A L'HEURE ACTUELLE ET DONC S'IL Y A DES BAVARDS IRRESPONSABLES - LANGAGE QUE JE N'EMPLOIERAI PAS POUR PARLER DE PARLEMENTAIRES - ILS EXISTENT DEJA. IL Y A A L'HEURE ACTUELLE DES DEPUTES FRANCAIS QUI SIEGENT DANS L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE EUROPEENNE. IL Y A 36 DEPUTES FRANCAIS, 10 DEPUTES RPR, DEPUTES OU SENATEURS, ET JE NE LES CONSIDERE PAS COMME DES BAVARDS IRRESPONSABLES. ALORS, VOUS ME DITES ENSUITE : C'EST UNE REFORMETTE. SI C'ETAIT UNE REFORMETTE, ELLE NE SUSCITERAIT PAS TANT DE PASSIONS. ET JE PENSE QU'ELLE SERAIT VOTEE FACILEMENT PAR LE PARLEMENT. ON NE PEUT PAS PARLER DE REFORMETTE, ET LA CITATION DOIT ETRE INEXACTE, CONCERNANT UNE DECISION QUI A ETE PRISE PAR LE GOUVERNEMENT FRANCAIS DE LA MANIERE LA PLUS SOLENNELLE ` POLITIQUE ETRANGERE ` PARLEMENT EUROPEEN ` REPONSE ` JE VOUS RAPPELE LE COMMUNIQUE DU PREMIER CONSEIL EUROPEEN QUI A ETE TENU ICI A PARIS ET AU PALAIS DE L'ELYSEE, A QUELQUES DIZAINES DE METRES D'ICI, LES 9 ET 10 DECEMBRE 1974 ` DATE ` , C'EST-A-DIRE AU DEBUT DU PREMIER GOUVERNEMENT DE MON SEPTENNAT. DANS LE COMMUNIQUE QUI A ETE PUBLIE A L'EPOQUE ET QUE VOUS AVEZ REPRODUIT, IL EST DIT CECI : "LES CHEFS DE GOUVERNEMENT ONT CONSTATE QUE L'OBJECTIF FIXE PAR LE TRAITE DE ROME DE L'ELECTION AU SUFFRAGE UNIVERSEL DE L'ASSEMBLEE DEVAIT ETRE REALISE LE PLUS TOT POSSIBLE. SUR CE POINT, ILS ATTENDENT AVEC INTERET LES PROPOSITIONS DE L'ASSEMBLEE SUR LESQUELLES ILS SOUHAITENT QUE LE CONSEIL DES MINISTRES STATUE EN 1976. "DANS CETTE HYPOTHESE, L'ELECTION AU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT DEVRAIT INTERVENIR A PARTIR DE 1978 ` ANNEE ` ". C'EST DONC EN DECEMBRE 1974 QUE LA DECISION A ETE PRISE. DEPUIS, IL Y A EU DES CONSEILS EUROPEENS QUI ONT DEBATTU DU SUJET - 5 CONSEILS EUROPEENS £ IL Y A EU DES CONSEILS DES MINISTRES FRANCAIS QUI ONT ENTENDU PARLER DE CE SUJET - 6 CONSEILS DES MINISTRES FRANCAIS. IL Y A EU UNE DERNIERE DELIBERATION QUI A EU LIEU LE 15 JUILLET 1976 ` DATE ` , L'ANNEE DERNIERE, POUR PRENDRE ACTE DE L'ACCORD QUI AVAIT ETE REALISE. ET MAINTENANT, IL FAUT QUE LE PARLEMENT SE PRONONCE. ALORS, JE VOUS DIRAI QUE JE NE CROIS PAS QU'IL Y AIT A CE SUJET UNE TRES GRANDE DIFFICULTE. IL Y A NATURELLEMENT QUELQUES HOMMES QUI SONT HOSTILES A CETTE ELECTION PARCE QUE QU'ILS SONT EN-GENERAL HOSTILES, CE QUI EST LEUR DROIT, A LA CONSTRUCTION EUROPEENNE. MAIS A L'INTERIEUR DE L'ASSEMBLEE TELLE QUE JE LA CONNAIS, DES PARLEMENTAIRES TELS QUE LES AI RENCONTRES, IL Y EN A UN TRES GRAND NOMBRE QUI SONT FAVORABLES AU PRINCIPE DE CETTE ELECTION. PARMI EUX, CERTAINS EPROUVENT UNE CRAINTE. CETTE CRAINTE EST QUE LA NOUVELLE ASSEMBLEE PUISSE DEBORDER DE SA COMPETENCE ET S'ADRESSER DE NOUVEAUX DOUBTES QUI

DEBORDER DE SA COMPETENCE, ET S'ARROGER DE NOUVEAUX POUVOIRS QUI EMPIETERAIENT SUR LES POUVOIRS DU PARLEMENT FRANCAIS. JE VOUDRAIS VOUS DIRE A PROPOS DE CETTE CRAINTE, QUE NOUS AVONS PRIS LES DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QU'ELLE N'AIT AUCUN MOTIF DE SE MANIFESTER

̀POLITIQUE ETRANGERE ̀ ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN ̀ QUESTION.- IL S'AGIT DU TEXTE DE LOI QUE M. COUVE DE MURVILLE PRECONISE ? LE PRESIDENT.- IL NE S'AGIT PAS EXACTEMENT DE CELA. IL S'AGIT D'ABORD DE LA CONSULTATION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL, A LAQUELLE J'AI PROCÉDÉ & LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL DANS SA COMPOSITION TELLE QU'ELLE EXISTAIT, PUISQUE LES MEMBRES DU CONSEIL AVAIENT ÉTÉ NOMMÉS ANTERIEUREMENT A MON ÉLECTION. CE CONSEIL A CONSTATÉ LA CONSTITUTIONNALITÉ DE NOTRE PROPOSITION. ENSUITE LE GOUVERNEMENT ACCOMPAGNERA LA PROPOSITION DE RATIFICATION, D'UNE DISPOSITION QUI SOULIGNERA LE FAIT QU'IL N'EST PAS POSSIBLE POUR L'ASSEMBLÉE D'ÉLARGIR SES COMPÉTENCES SANS RECOURIR A LA PROCÉDURE DE MODIFICATION CONSTITUTIONNELLE FRANÇAISE. DANS CES CONDITIONS, JE PENSE QUE LE TEXTE DEVRAIT ÊTRE ACCEPTÉ A UNE LARGE MAJORITÉ. MAIS JE VOUDRAIS AJOUTER DEUX CHOSES : LA PREMIÈRE, C'EST QUE D'AUTRES PAYS QUE NOUS ONT PROCÉDÉ A CETTE RATIFICATION, OU SONT EN-TRAIN D'Y PROCÉDER ET NOTAMMENT LES ITALIENS. LORSQUE J'ÉTAIS A ROME IL Y A QUINZE JOURS, LE SENAT ITALIEN A RATIFIÉ CET ACCORD A L'UNANIMITÉ, CE QUI VEUT DIRE QUE TOUS LES PARTIS POLITIQUES ITALIENS, COMMUNISTES COMPRIS ̀PCI ̀ ONT VOTÉ EN FAVEUR DE CE TEXTE. JE NE COMPRENDS DONC PAS POURQUOI LES COMMUNISTES FRANÇAIS ̀PC ̀ VIENNENT EXPLIQUER A L'OPINION QUE C'EST UN ABANDON DE LA SOUVERAINÉTÉ OU DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE, ALORS QUE LEURS COLLÈGUES, LEURS CAMARADES ITALIENS VOTENT AU CONTRAIRE, EN FAVEUR DE CE TEXTE

̀POLITIQUE ETRANGERE ̀ PARLEMENT EUROPEEN ̀ REPONSE ̀ DEUXIÈMEMENT, JE VOUDRAIS SOULIGNER UNE CHOSE TRÈS IMPORTANTE : JE NE VEUX PAS QUE LA FRANCE SOIT LA LANterne ROUGE DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE. LA FRANCE A ÉTÉ A L'ORIGINE D'UN CERTAIN NOMBRE D'INITIATIVES EUROPEENNES. ELLE A ÉTÉ A L'ORIGINE DE LA CECA ̀COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DU CHARBON ET DE L'ACIER ̀, ELLE A PARTICIPÉ A L'ÉLABORATION, A LA RATIFICATION DU TRAITE DE ROME. C'EST EN 1974 QUE NOUS AVONS DONNÉ NOTRE ACCORD DE PRINCIPE A CETTE ÉLECTION AU SUFFRAGE UNIVERSEL DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPEENNE. DANS CES CONDITIONS, J'ESTIME QU'IL N'EST PAS POSSIBLE QUE LA FRANCE NE SE PRONONCE PAS EN 1977. JE LE REPÈTE, JE NE VEUX PAS QUE LA FRANCE SOIT LA LANterne ROUGE DE LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE. CE NE SERAIT PAS SERVIR SA DIGNITÉ OU SA GRANDEUR

̀POLITIQUE ETRANGERE ̀ EDOUARD SABLIER.- MAIS ALORS, MONSIEUR LE PRESIDENT, ON NOUS DIT, RASSUREZ-VOUS, LE PARLEMENT EUROPEEN ÉLU AU SUFFRAGE UNIVERSEL N'AURA PAS PLUS DE POUVOIRS QUE L'ACTUELLE ASSEMBLÉE DE STRASBOURG. DANS CES CONDITIONS, POURQUOI LE CRÉER MAINTENANT ? LE PRESIDENT.- PARCE QU'IL ÉTAIT PRÉVU DANS LE TRAITE. ON NE POUVAIT PAS LE FAIRE AU DÉMARRAGE DU TRAITE DE ROME. LE TRAITE, DANS SON ARTICLE 138, PRÉVOIT CETTE ÉLECTION DES QUE LES CIRCONSTANCES PERMETTRONT DE LE FAIRE. IL NE FAUT PAS DIRE QUE CETTE ASSEMBLÉE N'A PAS DE POUVOIR. JE CITERAI DEUX EXEMPLES : ELLE A D'ABORD LE POUVOIR DE CENSURER LA COMMISSION SI LA COMMISSION N'ACCOMPLIT PAS SA MISSION DANS-LE-CADRE DU TRAITE. JE PRENDS UNE SITUATION PARTICULIÈRE, LA SITUATION DE L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE EUROPEENNE QUI EST DRAMATIQUE ET QUI A LES CONSÉQUENCES QUE VOUS SAVEZ SUR-LE-PLAN DE L'EMPLOI : L'ASSEMBLÉE PEUT PARFAITEMENT METTRE EN DÉMEURE LA COMMISSION D'EXERCER SES RESPONSABILITÉS AU REGARD DE LA SITUATION DE LA SIDÉRURGIE. DEUXIÈME EXEMPLE : LE BUDGET. C'EST L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPEENNE QUI INTERVIENT CONCERNANT LE BUDGET DE L'EUROPE. ACTUELLEMENT CE BUDGET

PORTE SUR DES RESSOURCES QUI SONT CONSIDERABLES. CERTAINES DE CES RESSOURCES SONT AFFECTEES AU PREALABLE, ET L'ASSEMBLEE N'A PAS DE POUVOIRS. MAIS IL FAUT SAVOIR QUE LES RESSOURCES NON_AFFECTEES A L'HEURE ACTUELLE REPRESENTENT ENVIRON 1 MILLIARD DE FRANCS. C'EST-A-DIRE QUE L'ASSEMBLEE PEUT DECIDER OU NON DE L'EMPLOI D'ENVIRON 1 MILLIARD DE FRANCS. OR JE VOUS SIGNALAIS QUE DANS LA DISCUSSION PARLEMENTAIRE BUDGETAIRE FRANCAISE EN-GENERAL, LA MASSE LIBRE, CELLE QUI FAIT L'OBJET DES DERNIERES TRANSACTIONS, EST DE 200 OU 300 MILLIONS. L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE EUROPEENNE A DEJA A L'HEURE ACTUELLE AU POINT_DE_VUE BUDGETAIRE, DES RESPONSABILITES IMPORTANTES

POLITIQUE ETRANGERE ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE EUROPEENNE PARLEMENT EUROPEEN REPOSE PAR CONTRE, NOUS NE VOULONS PAS, JE NE VEUX PAS, QU'ELLE S'ARROGE DES POUVOIRS SUPPLEMENTAIRES CAR NOTRE CONCEPTION DE L'ORGANISATION DE L'EUROPE EST DE TYPE CONFEDERAL ET ELLE SUPPOSE DONC LE MAINTIEN DES INSTITUTIONS DANS LES LIMITES DE LEUR COMPETENCE ACTUELLE. J.P. JOULIN.- M. LE PRESIDENT, NOUS VENONS DE PARLER DE L'EUROPE, MAIS FINALEMENT, N'AVEZ-VOUS PAS L'IMPRESSION QUE L'EUROPE N'INTERESSE PAS LES FRANCAIS ? LE PRESIDENT.- VOUS SAVEZ, C'EST UNE QUESTION DIFFICILE. IL Y A DES MOMENTS OU L'EUROPE INTERESSE LES FRANCAIS, DES MOMENTS OU ELLE NE LES INTERESSE PAS. IL NE FAUT PAS AGIR EN-FONCTION D'UNE CURIOSITE OU D'UNE IMPULSION PARTICULIERE. SI VOUS REGARDEZ LE MONDE ACTUEL, LE MONDE AUQUEL HELAS, ET JE M'EN EXCUSE AUPRES DE LUI, JE TOURNE LE DOS, SI VOUS REGARDEZ CE MONDE, CE MONDE EN GRAND BOUILLONNEMENT, CE MONDE REMPLI DE DANGERS, VOUS VOYEZ BIEN QUE LA SUPERFICIE DE L'EUROPE, C'EST PETIT. IL FAUT NATURELLEMENT QUE L'EUROPE S'ORGANISE, QU'ELLE SE RASSEMBLE, TOUT EN PRESERVANT LA PERSONNALITE DES ETATS QUI LA COMPOSENT. SI A UN MOMENT OU A UN AUTRE, EN EFFET, LES FRANCAIS NE S'INTERESSENT PAS A L'EUROPE, MAIS S'ILS PENSENT A CE QUI SE PASSERA DANS 20 ANS, DANS 30 ANS , ILS SONT TOUS ACQUIS A L'IDEE D'UNE ORGANISATION DE L'EUROPE. EN TOUT CAS, C'EST UNE DES GRANDES CAUSES DE NOTRE EPOQUE, ET C'EST UNE CAUSE QUE J'ENTENDS SERVIR

C. BERNADAC.- MONSIEUR LE PRESIDENT, POUR TERMINER UNE SIMPLE REFLEXION : NOUS AVONS ABORDE PENDANT 47, 48 MINUTES DUREE , LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA FRANCE ET J'AI TOUJOURS SENTI QUE LA POLITIQUE INTERIEURE ETAIT COMME UN SECOND PLAN DERRIERE LA POLITIQUE ETRANGERE. JE ME DEMANDE SI VOUS N'AVEZ PAS UN PEU LES MAINS LIEES, JE ME DEMANDE SI LES DIFFICULTES DE LA MAJORITE, SI LES DIFFICULTES ECONOMIQUES QUE TRAVERSE NOTRE PAYS NE VOUS EMPECHENT PAS DE REALISER LA POLITIQUE ETRANGERE FRANCAISE. LE PRESIDENT.- IL EST CERTAIN QUE TOUTE SITUATION POLITIQUE INTERIEURE RETENTIT SUR LA POLITIQUE EXTERIEURE ET QUE LA DIVISION ACTUELLE DE LA FRANCE EST UNE CAUSE D'AFFAIBLISSEMENT DANS SON ACTION EXTERIEURE. C'EST UNE CAUSE D'AFFAIBLISSEMENT QUE JE RESENS SUR UN CERTAIN NOMBRE DE SUJETS, ET C'EST POURQUOI JE SOUHAITERAIS QUE PEU A PEU SUR CERTAINS SUJETS SE CREE UN PLUS LARGE CONSENSUS NATIONAL

POLITIQUE ETRANGERE REPOSE JE PENSE PAR EXEMPLE QUE DANS L'ACTION QUE NOUS MENONS EN AFRIQUE, QUI N'EST PAS UNE ACTION PARTISANE, IL PEUT SE CREER UN CERTAIN CONSENSUS NATIONAL & QUE DANS LA RATIFICATION DE L'ACCORD EUROPEEN PARLEMENT EUROPEEN QUI SERA FAIT DANS TOUS LES PAYS D'EUROPE PAR LA QUASI TOTALITE DES PARTIS POLITIQUES, JE NE VOIS PAS POURQUOI EN FRANCE IL N'Y AURAIT PAS LA AUSSI UNE ATMOSPHERE D'ASSEZ LARGE CONSENSUS. MAIS ALORS, UNE AUTRE REMARQUE SUR LA SITUATION ECONOMIQUE. IL ETAIT INDISPENSABLE POUR LA FRANCE, INDISPENSABLE VIS-A-VIS DE L'EXTERIEUR, D'ARRETER L'AFFAIBLISSEMENT DU FRANC, ET LA SITUATION D'INFLATION QUI ETAIT LA

NOTRE L'ANNEE DERNIERE. SI NOUS ETIONS RESTES EN ETAT DE GLISSEMENT MONETAIRE ET DE PROFOND DEFICIT EXTERIEUR, NOUS N'AURIONS PAS PU MENER UNE POLITIQUE EXTERIEURE INDEPENDANTE ET DIGNE. OR, JE VOUS DEMANDE DE REMARQUER QUE QUELLES QU'AIENT ETE CES DIFFICULTES, NOUS N'AVONS PAS FAIT APPEL A DES FINANCEMENTS EXTERIEURS. D'AUTRES PAYS VOISINS AU NORD OU AU SUD ONT FAIT APPEL LARGEMENT A DES FINANCEMENTS EXTERIEURS. NOUS NE L'AVONS PAS FAIT INTENTIONNELLEMENT PARCE QUE NOUS ESTIMONS QUE SI LA FRANCE VEUT GARDER SON INDEPENDANCE, SA DIGNITE ET SA LIBERTE DE DECISION, ELLE DOIT FAIRE FACE ELLE-MEME A SES PROPRES CHARGES, PAR SES PROPRES MOYENS. C'EST UNE DES RAISONS ET UNE DES EXPLICATIONS DE LA POLITIQUE DE REDRESSEMENT, QU'ON APPELLE LE PLAN BARRE

POUR LA POLITIQUE ETRANGERE VOUS ME DISIEZ TOUT-A-L'HEURE : LES FRANCAIS, AU FOND, NE S'INTERESSENT PAS BEAUCOUP A L'EUROPE. VOUS VOULIEZ PEUT-ETRE DIRE QU'ILS NE S'INTERESSENT PAS BEAUCOUP A LA POLITIQUE EXTERIEURE. POURTANT, DANS LE SORT INDIVIDUEL DES FRANCAIS, LES GRANDS EVENEMENTS DU MONDE TELS QU'ILS SE PRODUIRONT COMPTERONT A MON AVIS TOUT AUTANT ET PEUT-ETRE PLUS QU'UN CERTAIN NOMBRE DES DEBATS INTERIEURS QUI LES PASSIONNENT. NOUS AVONS VU DEFILER EN TROIS QUARTS D'HEURE QUELQUES-UNES DES GRANDES INTERROGATIONS, QUELQUES-UNS DES GRANDS DANGERS DU MONDE. C'EST POURQUOI JE SOUHAITE QUE LES FRANCAIS, AU MOMENT DE LEUR GRAND CHOIX, PRENNENT EN CONSIDERATION NON SEULEMENT LEUR UNIVERS FAMILIER, MAIS AUSSI LES PREOCCUPATIONS DU MONDE ACTUEL, ET A CET EGARD L'INTERET ET LA CONSIDERATION DE LA FRANCE. C. BERNADAC.- MONSIEUR LE PRESIDENT, NOUS VOUS REMERCIONS